



Le Mali risque en fait de faire de l'ombre et éclipser toutes les autres préoccupations d'un continent qui ne parvient toujours pas à atteindre la pleine maturité. Comment cela se peut-il quand les institutions de la Commission africaine sont bloquées du fait de la difficulté à réélire ou élire un (nouveau) président de la Commission africaine dont le président sortant, Jean Ping, assure l'intérim de la présidence depuis juillet de l'année dernière? Réunis de nouveau en janvier pour tenter de dépasser cette difficulté et donnant à l'Union africaine un organe de décision, les chefs d'Etat et de gouvernement africains se sont séparés sans être parvenus à trouver un consensus entre les deux candidats, le Gabonais Jean Ping, candidat à sa propre succession, et l'ancienne chef de la diplomatie sud-africaine Nkosazana Dlamini-Zuma.

De fait, le Gabonais est soutenu par les pays africains francophones, alors que la Sud-africaine a, elle, les suffrages des anglophones. En juillet, il ne semble pas qu'il y ait eu évolution dès lors que chacun campa sur ses positions. Dans les couloirs du siège à Addis-Abeba de l'Union africaine, où a lieu le sommet, le pessimisme est de mise, d'aucuns estimant qu'il y avait peu d'espoir que le président sud-africain, Jacob Zuma, qui soutient sa compatriote Nkosazana Dlamini-Zuma, ou son homologue gabonais, Ali Bongo Ondimba, qui tient mordicus à ce que l'ancien chef de la diplomatie du Gabon, Jean Ping, soit maintenu à son poste, arrivent à un consensus ou cèdent en dernière minute.

De fait, les deux présidents se sont déjà rencontrés à maintes reprises, notamment en janvier lors du second round qui a vu l'échec des discussions sur le renouvellement ou non du mandat du président sortant de la Commission de l'Union africaine. Cette impasse pourrait se traduire par un nouveau report de six mois de l'élection du chef de la Commission africaine. De juillet 2011 à juillet 2012, les choses sont donc demeurées en l'état et les deux blocs africains restent sur leur position alors que personne ne semble s'être avisé à changer les règles de l'élection pour sortir de l'impasse.

Ce qui induira l'absence pour encore au moins six mois d'un responsable à la tête de l'UA. Ce qui est fâcheux au regard des conflits qui pénalisent l'Afrique dont celui du Mali qui interpelle des responsables africains à tout le moins impuissants à apporter, sinon à suggérer, un début de solution. Or, pendant que les Africains se tâtent pour savoir ce qu'il convient de faire - notons que l'Union africaine a été plutôt timide dans la prise en charge de la question malienne - le Mali s'enfonce dans la crise alors que la partition du pays devient de plus en plus de fait, d'autant plus que le gouvernement de Bamako se dilue au fil du temps, au moment où la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) exerce une emprise de plus en plus

pesante sur ce qui reste de gouvernance à Bamako où le gouvernement intérimaire ne contrôle toujours pas la situation.

Evidemment, la situation au Mali éclipse totalement ce qui se passe dans le reste de l'Afrique alors que la République démocratique du Congo a renoué avec la violence, que le Soudan du Sud se trouve dans une situation inextricable un an après son «indépendance». La situation dans ce pays et ses confrontations avec le Soudan préoccupent d'ailleurs sérieusement l'Union africaine. Dans son allocution d'ouverture à la réunion de la Commission Paix et Sécurité (CPS) de l'UA, le président par intérim de la Commission africaine, Jean Ping, n'a pas manqué de souligner que la crise du Mali est l'une des «plus graves» que traverse l'Afrique. Faut-il en douter, au moment où ce pays risque la partition? Un très mauvais signal pour l'Afrique qui pourrait donner des idées à d'autres apprentis-sorciers, prêts à mettre le continent à feu et à sang. En attendant, l'Afrique a mal au Mali sans parvenir pour autant à lui trouver la médication adéquate. La région des Grands lacs préoccupe à nouveau alors que la violence est de retour dans l'est de la RD du Congo, Kinshasa accusant son voisin, le Rwanda, de n'être pas totalement étranger aux événements qui ont marqué ces dernières semaines les régions des Kivu.

A Addis-Abeba, on tente d'organiser une réunion entre les présidents congolais, Joseph Kabila et son homologue rwandais, Paul Kagame, afin de faire vider l'abcès entre ces deux pays voisins en litige depuis des années. Notons que le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, représente l'Algérie aux travaux du XIXe sommet de l'Union africaine.

Source: Ahmed HASSAN-BEY